

LE BULLETIN DE L'ALDA FÉVRIER 2014



Dialogue entre autorités et citoyens, la clé dans le cadre des manifestations en Bosnie-Herzégovine

L'Association des Agences de la Démocratie Locale (ALDA) et les trois Agences de la démocratie Locale basée en Bosnie-Herzégovine sont profondément inquiètes des manifestations en cours dans le pays. Cette situation est une conséquence directe des difficultés économiques, sociales et politiques actuelles mais également du manque d'action de la part des institutions.

Nous appelons à une résolution non-violente des manifestations et condamnons l'utilisation du mécontentement et la rage des citoyens dans la poursuite des agendas politiques ainsi que dans l'accentuation des divisions ethniques. Nous encourageons fortement l'initiation d'un dialogue entre les institutions et l'ensemble de la société civile.

Depuis leur ouverture, les Agences de la Démocratie Locale à Mostar, Prijedor and Zavidovici ont toujours soutenu la coopération entre les autorités locales et la société civile, promouvant la démocratie locale, le respect des droits de l'homme et le développement durable.

Nombreux disent que cela est un début d'une nouvelle ère. Il n'est cependant pas clair quel sera le résultat final. Nous appelons les autorités nationales et locales à écouter et répondre aux attentes et demandes des citoyens. Les citoyens ont le droit d'exprimer pacifiquement leurs demandes et les leaders politiques doivent entrer dans un dialogue mutuel. Nous appelons les institutions de l'UE à s'investir activement pour faire face aux problèmes actuels et accélérer le processus d'intégration de la Bosnie-Herzégovine.

Nous espérons et travaillons pour que la situation actuelle devienne une opportunité pour une participation citoyenne poussée et des réformes démocratiques qui aboutiront à des liens plus étroits avec l'UE.

Association des Agences de la Démocratie Locale
ADL Mostar
ADL Prijedor
ADL Zavidovici
Groupe de travail d'ALDA pour le Balkans



Bourse Gianfranco Martini 2014 – Candidature jusqu’au 30 Avril

ALDA a mis en place une bourse à la mémoire de son Président Honoraire Gianfranco Martini. Des étudiants d’universités et des chercheurs peuvent soumettre leurs candidatures jusqu’au 30 Avril pour l’édition de 2014. Leur étude doit porter le développement de stratégies théoriques et pratiques pour la promotion de la démocratie locale, l’engagement de la société civile et du dialogue interethnique. Pour plus d’information concernant la candidature, la sélection, les projets et la bourse, consultez [la page spécifique](#).

Le candidat sélectionné sera annoncé à l’Assemblée Générale d’ALDA en Juin 2014, pendant laquelle le bénéficiaire présentera les résultats de son étude, qui sera communiqués.

Gianfranco Martini, décédé en Octobre 2012, était parmi les initiateurs du concept des Agences de la Démocratie Locale et est devenu le premier Président d’ALDA en 1999. Tout au long de sa vie active, il a travaillé avec passion pour la promotion de la démocratie locale, l’engagement des citoyens et le dialogue interethnique, surtout dans les Balkans Occidentaux.

[Plus d’information sur la bourse Gianfranco Martini \(.pdf\)](#)



La Serbie débute officiellement les négociations d’accession à l’UE – L’Histoire de l’intégration à LUE en cours

Après l’ouverture des négociations pour le Monténégro en 2012 et l’adhésion de la Croatie dans l’UE en 2013, la séquence d’élargissement de l’UE dans les Balkans Occidentaux se poursuit avec la Serbie, avec les négociations d’adhésion avec l’UE ayant débuté le 21 Janvier 2014.

Les négociations d’adhésion sont devenues plus complexes avec des nouvelles règles dans le processus d’élargissement pour les pays de la région. La ‘fatigue d’élargissement’, la crise économique touchant profondément aussi les pays candidats ont conduit à une nouvelle approche de conditionnalité, exigeant davantage de suivi du progrès de la transition des pays vers la démocratie. Les leçons du processus d’adhésion de la Croatie sont un héritage important pour le Monténégro et la Serbie, qui partagent un même contexte historique, culturelle et linguistique. Dans ce cas, l’expérience de l’ouverture et la clôture de chapitres de négociation avec un pays sont un facteur incitatif pour la coopération institutionnelle bilatérale/régionale pour deux autres pays des Balkans Occidentaux.

Les visites intensives en cours y compris les échanges entre les commissions parlementaires au Monténégro

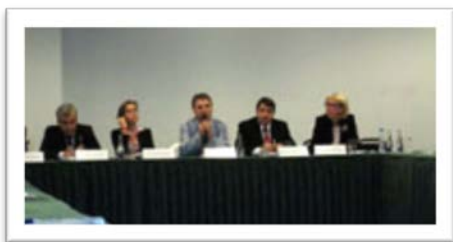
et la Serbie pour l'adhésion à l'UE avec leurs collègues en Croatie, un usage plus fréquent du vocabulaire spécifique à l'adhésion et aux négociations avec l'UE en lien avec les 35 chapitres de négociations sont un signal clair de la volonté politique pour accélérer les réformes nécessaires, notamment dans le cas de la Serbie et de sa « transition repoussée ».

Le 21 Janvier 2014 est, par conséquent, encore plus important dans la mesure où le lancement du processus de négociations officielles met de côté la phase dans laquelle la question de l'adhésion à l'UE se situait au niveau des institutions gouvernementales. Le processus de suivi obligatoire dans le cadre de chaque chapitre indique le besoin d'introduire une large consultation avec tous les acteurs pertinents dans l'adhésion à l'UE – autorités locales et la société civile en particulier, sachant que 70% de la mise en œuvre de l'acquis se réalise au niveau local. Le développement des capacités administratives suffisantes au niveau local, la mise en œuvre des réformes clés et de législation dans les domaines de l'état de droit, la réforme judiciaire, la mise en œuvre effective de la législation en matière de protection des minorités, du traitement non-discriminatoire des minorités nationales, la lutte contre la discrimination sur base de l'orientation sexuelle et l'égalité entre sexes, sont des défis clés du Programme IPA 2014-2020. Celui-ci exige davantage de planification et de coordination avec les autorités locales et la société civile.

Ces domaines sont les domaines d'actions prévues par l'ALDA et les ADL en Serbie et au Monténégro, domaines déjà faisant partie du réseau SECO (Sectoral CSO coordination process / Processus de coordination des Organisations de la Société civile - OSC) d'ONG impliquées dans la réforme de l'administration publique et le développement des OSC. La participation dans un dialogue continue entre l'UE et la société civile dans ces deux pays est plus qu'importante pour la réalisation de la mission principale de l'ALDA et des ADL dans la région, à savoir regrouper les communautés locales et travailler ensemble pour le soutien des citoyens au processus d'adhésion.

Stanka Parac Damjanovic

Coordinatrice de programmes régionaux ALDA



Working Together for Development – Les recommandations pour le développement

En lien avec les résultats de l'Année Européenne des Citoyens 2013 et avec une projection vers l'Année Européenne du Développement 2015, il y a un besoin urgent pour des efforts communs dans la promotion du rôle des citoyens et le soutien à la Société civile et les autorités locales.

ALDA, particulièrement active dans les domaines de la citoyenneté et la coopération au développement avec ses partenaires, est heureuse de partager avec vous les Recommandations finales pour le développement ([Français](#) et [Anglais](#)) qui sont le fruit des débats et échanges récents à Vilnius, lors d'un événement international organisé dans le cadre du [projet WTD](#) (Working Together for Development), un projet multi-annuel financé par l'UE pour le développement qui est en cours.

Les recommandations traitent du rôle des autorités locales et des organisations de la société civile ainsi que des synergies qui doivent être mises en place en ce qui concerne les questions de développement au niveau local. Nous sommes d'avis que ces recommandations sont un outil de référence dans le cadre duquel nous devrions tous, y compris l'UE et l'ensemble des acteurs concernés, travailler.

Nous vous invitons également à découvrir les projets mis en œuvre au niveau local en Lettonie dans le cadre de [ce projet](#). Ce sont des projets qui ont été sélectionnés et cofinancés par le projet WTD pour un impact fort au niveau local à travers le renforcement de la coopération entre les Autorités Locales et les Organisations de la Société Civile.

Pour plus d'information :

Les Recommandations finales pour le développement en [Anglais](#) (pdf) et en [Français](#) (pdf).

[Site internet du projet WTD](#)



Prochaine étape, l'événement final du projet COHEIRS – Citoyens actifs pour la santé et l'environnement

Après l'adoption du "Manifeste des citoyens pour la santé et l'environnement" lors de l'événement national qui s'est déroulé le 24 janvier dernier au siège du Parlement Européen à Rome, le projet COHEIRS envisage maintenant la préparation de son événement final.

L'ensemble des partenaires du projets se réuniront du 13 au 15 Mars, à Brindisi, en Italie, dans l'objectif de débattre des résultats et des bonnes pratiques mises en oeuvre tout au long du projet depuis Avril 2013.

COHEIRS a été l'un des projets les plus importants de l'ALDA de ces dernières années. Réunissant plus de 17 partenaires venant de l'Europe élargie, le projet avait pour particularité de mettre en place des panels de citoyens sur la thématique des enjeux de l'environnement et de la santé, dans l'objectif de promouvoir la participation active des citoyens.

Financé par le programme de l'Union européenne "Europe pour les Citoyens", il s'inspire de l'article 191 du traité européen, énonçant le principe de prévention que les institutions doivent appliquer en cas de risques "prévisibles", bien qu'ils ne soient pas totalement scientifiquement prouvés.

"La coopération de l'ALDA a été un instrument fantastique dans la concrétisation pratique de l'expression de nos idées et de nos besoins", a déclaré le Professeur Alessandro Distanto, Président de l'ISBEM (Institut Scientifique biomédical de l'Euro-Méditerranée), partenaire principal et soutien scientifique du projet COHEIRS.

[En savoir plus sur le projet COHEIRS](#)

[Voir le site internet de l'ISBEM](#)



Le groupe EPAN de CONCORD sera désormais présidé par la directrice de l'ALDA, Antonella Valmorbida

CONCORD, Confédération des organisations non-gouvernementales de coopération européenne pour l'urgence et le développement, est considérée comme étant un des représentants majeurs des associations Européennes agissant dans le domaine de l'élaboration des politiques.

ALDA a d'abord été membre de CONCORD pendant plusieurs années, et depuis le début du mois de février, notre directrice, Antonella Valmorbida, présidera ponctuellement le groupe de travail sur l'élargissement, la pré-adhésion et les pays voisins (EPAN). Cette nouvelle responsabilité a été approuvée par le Comité de direction du groupe de travail et sera ratifiée lors de la prochaine réunion plénière. Le groupe EPAN est composé de 70 organisations non-gouvernementales provenant de l'Europe élargie, qui sont engagés dans la coopération du développement et intéressés à renforcer leurs activités et leurs connaissances avec l'Europe de l'Est et l'Europe du Sud-Est.

Le Groupe de travail a pour objectif d'élaborer des idées et des politiques en vue de les partager avec les processus de production des politiques établies par CONCORD. Ce rôle sera d'une importance cruciale en 2014 au regard de la préparation de l'Année Européenne pour le Développement qui aura lieu en 2015 et pour le post-OMD (Objectif du Millénaire pour le développement). Par ailleurs, c'est à Madame Nafisa Hasanova, de l'ONG Aprovech, que revient le titre de coordinatrice du groupe.

[Voir le site internet de CONCORD.](#)



Événement final de MY EUROPE - Rendre la politique européenne plus inclusive

La conférence finale du projet MY EUROPE s'est tenue du 29 au 31 Janvier à Mellieha, à Malte. Organisée par l'Association des collectivités locales, qui dirige le projet, elle a réuni quelques 40 représentants d'autorités locales ainsi que des organisations de la société civile maltaises et internationales.

Des recommandations ont été élaborées sur la façon d'améliorer l'accès et la participation à la vie politique à des groupes de citoyens défavorisés, tels que les immigrés, les jeunes et les femmes, et seront bientôt prêtes à être présentées aux institutions européennes. La conférence a également été l'occasion de présenter le rapport politique [sur l'engagement des jeunes dans la vie démocratique au niveau régional](#), à la rédaction duquel l'ALDA a contribué, sous l'égide de l'Assemblée des Régions d'Europe et de la Région Alsace.

Le projet a débuté en Octobre 2012 et vise à fournir un dialogue structuré entre les villes jumelées ou entre des villes particulièrement désireuses de coopérer, avec le but spécifique de promouvoir la participation active au sein de la vie politique de certains groupes cibles tels que les femmes, les jeunes et les immigrés. Quatorze partenaires de toute l'Europe ont été impliqués, dont l'Albanie, la Bulgarie, la France, l'Italie, la Macédoine et Malte.

Le tout premier événement s'est déroulé en Février 2013 et s'était focalisé sur les immigrés. L'objectif de l'événement a été de sensibiliser différents pays de l'Europe sur les politiques d'immigration, de montrer l'importance à la fois des droits politiques permettant de favoriser l'intégration des migrants et leur engagement dans l'affirmation des systèmes d'élaboration des politiques dans leur pays de résidence. Au mois de juin dernier, c'est la jeunesse et la

politique qui ont été les principaux sujets de l'événement organisé par l'ALDA à Strasbourg. Enfin, en novembre dernier a eu lieu à Skopje le troisième événement, focalisé sur les femmes et la politique, à l'occasion duquel l'ALDA a pu mettre en avant l'exemple de son partenaire suédois « Baltic Fem », actif dans ce domaine depuis 30 ans.

[Read more about the project MY EU](#)



L'Alliance italienne pour l'Année européenne des citoyens poursuivra ses activités en 2014 ! Des recommandations à l'implémentation

Créée en 2013, l'Alliance italienne pour l'Année européenne des citoyens poursuivra ses activités en 2014. Ce renouvellement suit la proposition de l'Alliance européenne, qui a elle aussi décidé de continuer ses actions lors de sa dernière session plénière en décembre 2013.

Alors que l'Union européenne n'a pas encore décidé d'une nouvelle priorité pour cette année, des négociations sont actuellement en cours pour que l'année 2014 soit reconnue comme « Année de l'implémentation ».

L'Alliance italienne a tenu sa première réunion le 24 janvier 2014 à Rome, au siège du

[Conseil italien du Mouvement européen \(CIME\)](#)

. Y ont été fixées les premières priorités, à savoir une large diffusion des recommandations des Alliances européenne et italienne pour l'Année européenne des citoyens 2013, ainsi qu'un fort soutien à apporter à la campagne d'information relative aux élections européennes du mois de mai. De plus, l'Alliance demandera une rencontre avec l'équipe chargée de préparer les priorités de la Présidence du Conseil de l'Union européenne, que l'Italie occupera à partir du 1er juillet 2014. 2013 est fini, mais beaucoup reste à faire !

Voir le site internet de [L'Alliance italienne pour l'Année européenne des citoyens](#)



DECIDE – Identification et rassemblement des mesures promouvant la participation citoyenne : le travail de 24 partenaires de 14 pays membres et non-membres de l'Union européenne

Non moins de 24 municipalités, associations d'autorités locales et organisations de la société civile venant de 14 pays européens identifient et rassemblent les bonnes pratiques promouvant la participation citoyenne aux niveaux local et régional. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du [projet DECIDE](#), dont l'objectif est de développer un pacte démocratique – à savoir un ensemble de mesures nécessaires pour améliorer la qualité de la démocratie et de la participation citoyenne en Europe – à travers la création d'un réseau thématique de villes et en adoptant une approche partant de la base.

Un ensemble d'activités sur-mesure (ateliers, entretiens téléphoniques, questionnaires, etc.) est actuellement mis en œuvre par chaque partenaire dans le but de recueillir les avis des citoyens et parties prenantes sur les mesures qui ont été proposées. L'usage d'outils informatiques (les sondages ouverts en particulier) est particulièrement mis en avant afin de toucher les jeunes et les personnes qui ne participent habituellement pas aux rassemblements locaux, mais qui sont néanmoins désireux d'avoir leur mot à dire sur les mesures à même d'affecter leur participation à la vie publique. En conclusion de ce processus, plus de 40 mesures telles que les bonnes pratiques promouvant la participation citoyenne seront débattues pendant une deuxième rencontre internationale en Bulgarie. Ces mesures feront l'objet d'une analyse et d'une systématisation approfondie, étape supplémentaire vers l'établissement du pacte démocratique.

Plus de 1400 personnes seront directement sollicitées pour donner leur avis sur les mesures choisies. Grâce à cette participation, ce projet permettra de promouvoir et de valoriser le rôle des citoyens dans la construction d'une meilleure gouvernance, tant au niveau local qu'au niveau européen.

L'ALDA, principal partenaire du projet, est sur le point d'achever cette phase d'identification et de recueillement des mesures promouvant la participation citoyenne aux échelons locaux et régionaux, principalement à la frontière alsacienne. Les citoyens et parties prenantes seront prochainement invités à partager leurs avis sur les meilleures façons de mettre en pratique le principe de démocratie participative.

En savoir plus sur le [projet DECIDE](#), inscrit dans le Programme Europe pour les Citoyens



Emploi et intégration sociale pour les jeunes Azéris – Coup d'envoi du projet YES, TODAY !

Organisée par l'ALDA, la conférence de lancement du projet « YES, TODAY ! » s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan) du 2 au 7 décembre pendant le projet européen FUNNY (Fighting UNemployment through Networking for Youth / « Combattre le chômage par la mise en réseaux des jeunes »). Ciblante de jeunes azéris (étudiants, jeunes travailleurs et chômeurs), plusieurs séminaires et ateliers se sont tenus pendant cette semaine afin de susciter le débat, d'améliorer leurs connaissances sur le thème du chômage des jeunes, et d'accroître leur participation au niveau local.

Ces activités ont permis aux participants d'être informés des objectifs et du lancement à venir du Centre jeunesse, élément central du projet YES, TODAY ! En outre, les participants ont gagné en compétences et savoirs sur l'emploi et le marché du travail de leur pays. La présence de participants internationaux venant de 16 pays européens leur a de plus permis d'interagir et de nouer des contacts avec des jeunes travailleurs issus de milieux divers, posant ainsi les bases d'une coopération internationale et d'activités conjointes.

Les activités du Centre jeunesse seront très variées. Premièrement, il proposera des informations, formations, ateliers et un soutien professionnel pour les jeunes Azéris. Dans le même temps, ces activités dynamiseront l'engagement social des jeunes et permettront de combattre l'exclusion. Ce centre aura également une fonction de « pépinière » d'idées et d'initiatives novatrices et de projets internationaux – ce qui garantira sa portée internationale et sa viabilité financière.

Le projet YES, TODAY ! est cofinancé par l'Église évangélique vaudoise. Pour plus d'informations et d'actualités, suivez l'ALDA sur notre site internet et sur les réseaux sociaux.



« Le rôle des citoyens dans la construction de sociétés ouvertes et pluralistes »

La Fondation Anna Lindh (FAL) a organisé la conférence intitulée « Le rôle des citoyens dans la construction de sociétés ouvertes et plurielles » à Tunis. Des centaines de leaders et experts de la société civile, de représentants des réseaux de la FAL et d'institutions partenaires clés, venant de 18 pays différents, se sont penchés sur les défis auxquels les pays arabes doivent aujourd'hui faire face, trois ans après le début des Printemps arabes. M. Andreu Claret, Directeur exécutif de la FAL, y a déclaré que « l'exercice du dialogue et de la participation est conforme aux valeurs et aux objectifs de la Fondation Anna Lindh, organisation qui promeut le dialogue interculturel dans l'espace euro-méditerranéen ».

L'ALDA soutient pleinement l'approche de la FAL, partageant la conviction selon laquelle la participation de la société civile dans le processus de transformation politique et sociale de plusieurs pays arabes peut renforcer la coopération euro-méditerranéenne.

Depuis 2012, l'ALDA a décidé de renforcer ses activités orientées vers les rives sud et est de la Méditerranée – en particulier en Tunisie – à travers le « Programme Tournesol ». En renforçant son partenariat avec le réseau français de la FAL et à travers la préparation de projets conjoints, l'ALDA souhaite soutenir la participation de la société civile aux processus décisionnels locaux, ce qui passe également par une aide à apporter aux autorités locales pour plus d'ouverture et de transparence, et une meilleure prise en compte des besoins de la société civile et des citoyens.

Voir le site internet de la [Fondation Anna Lindh](#) et [un résumé de la conférence](#)



Conférence « Populisme et démocratie en Europe » – 31 janvier, Vicenza.

Le 31 janvier s'est tenue une conférence sur le thème « Populisme et démocratie en Europe » à l'hôtel de ville de Vicenza.

Antonella Valmorbida, Directrice de l'ALDA, et Fabio Pietribiasi, Secrétaire du Mouvement fédéraliste européen, ont ouvert une discussion par la suite enrichie par les contributions des intervenants.

Lucio Battistotti, Chef de la Représentation de la Commission européenne en Italie, a présenté son analyse de l'évolution du fédéralisme en Italie et en Europe, et souligné l'importance du principe de subsidiarité pour créer un engagement plus marqué entre l'Etat et l'Union européenne.

[L'intégralité du discours de Lucio Battistotti](#) (en italien, .pdf)

Le sociologue Alessandro Cavalli, professeur à l'Université de Pavie, a partagé sa vision du populisme, de son développement et de son impact sur la société. Dans son intervention, M. Cavalli a mis en évidence les principales caractéristiques de ce phénomène, en évoquant les principales différences et similarités entre différents mouvements de tendance populiste.

Lucio Levi, Président du Mouvement fédéraliste européen, a élaboré son propos sur l'actuel clivage entre l'économie de marché, globale, et la démocratie, locale et nationale. Selon M. Levi, il s'agit de la principale cause de la crise économique actuelle, dont la solution devrait passer par un engagement politique approfondi des Etats, en donnant plus de compétences à l'Union européenne. A l'inverse, et bien que les mouvements politiques de tendance eurosceptique s'y efforcent de plus en plus, les tentatives de reformation d'Etats nationaux et isolés ne saurait constituer une solution pertinente.

NEWS FROM THE LDAs



L'ADL d'Osijek active à l'approche des élections européennes

L'ADL d'Osijek, partenaire opérationnel de l'ALDA et ancienne Agence de démocratie locale en Croatie, se tient prête pour les élections européennes de mai 2014.

L'ADL d'Osijek et l'ALDA partagent l'idée selon laquelle il est temps de « réfléchir et d'agir pour l'Europe », d'être actif et de relayer autant que possible la campagne d'information sur les élections européennes.

La campagne visant à nous « sortir du canapé pour voter aux élections européennes » au mois de mai commence dès maintenant. Nous devons être impliqués et demander à nos partis politiques de remplir nos attentes en sélectionnant des candidats compétents, fiables, et à même de représenter et de travailler pour tous les citoyens européens.

Liens utiles :

[ADL d'Osijek](#)

[Site internet de la campagne](#)



Visite des participants au projet POPEYE chez un producteur biologique

Dans le cadre du projet POPEYE (« Promoting Organic Production, Enhancing Youth Employment » / « Promouvoir la production biologique, améliorer l'emploi des jeunes »), financé par le programme européen Jeunesse en Action, des activités sont mises en œuvre par l'Agence de démocratie locale d'Osijek dans les comitats d'Osijek-Baranja et de Vukovar-Srijem.

Le 23 décembre, les participants – âgés de 15 à 25 ans, venant des deux comitats et ayant préalablement participé à des séminaires éducatifs sur le développement durable, l'écologie et la production d'aliments biologiques – ont visité une ferme appartenant à la famille Trampus, à Belišće. Celle-ci se consacre principalement à la production de produits agricoles biologiques, de semences, de greffes végétales, de fleurs, de plantes aromatiques et médicinales, ainsi qu'à la culture et à la transformation de lavande et de tanaisie.

Cette sortie a donné aux participants l'opportunité de voir les réalités pratiques de la production biologique. Mme. Vera Trampus, propriétaire et gestionnaire de la ferme biologique « Lavanda Vera », a fait une brève présentation de son exploitation et de l'histoire de son développement, et a présenté aux participants différents types d'herbes qui y sont cultivées, en détaillant les différentes méthodes de culture, de transformation, et la diversité de leurs usages. Après avoir présenté différents produits issus de ces plantes, Mme. Trampus a encouragé les participants à en cultiver eux-mêmes et à poursuivre leur étude des herbes médicinales.

Le projet POPEYE poursuit son effort d'identification des fermes biologiques de la région et son travail de publication des données collectées sur le [site internet](#) du projet, lieu d'interaction entre les jeunes et les producteurs. Dix participants des comitats d'Osijek-Baranja et de Vukovar-Srijem participeront à la manifestation internationale finale

qui se tiendra à Strasbourg à la fin du mois de février. Les représentants croates auront l'opportunité d'y rencontrer les participants et partenaires du projet, de partager leurs expériences et leurs pratiques, et de nouer des contacts dans le milieu des entreprises du secteur de l'agriculture biologique.



Conférence de clôture du projet SNET.EU

Vendredi 21 février 2014 à Osijek (Croatie) s'est tenue la conférence de clôture du projet SNET.EU (Support for Networking and Twinning at European level – « Soutien à la création de réseaux et de jumelages au niveau européen »), financé par l'Union européenne dans le cadre du Programme de coopération transfrontalière Croatie-Serbie 2007-2013. Cet événement a été coorganisé par les deux principaux porteurs du projet, les Agences de démocratie locale (ADL) de Subotica et d'Osijek.

Environ soixante représentants des douze municipalités de la zone frontalière ayant participé au projet étaient présents lors de cet événement qui a conclu dix-huit mois d'activités de renforcement de capacités et de mise en réseau. L'objectif était d'y favoriser la création d'une plateforme de coopération transfrontalière pour permettre le développement ultérieur de projets de suivi. Trois formations sur les politiques publiques de l'Union européenne ont été dispensées pendant la mise en œuvre du projet, tandis que les activités les plus fréquentées ont été les douze Cafés transfrontaliers hébergés par chacune des municipalités. Les ADL d'Osijek et de Subotica ont marqué leur vingtième anniversaire par la mise en œuvre conjointe de ce projet, ainsi que par la création de Centres de ressources et de formation des ADL, destinés à promouvoir les initiatives de coopération incluant un large éventail d'activités locales et transfrontalières.

Pendant la séance de clôture, les représentants des douze municipalités de la zone frontalière entre la Croatie et la Serbie (Beli Manastir, Apatin, Vukovar, Ruma, Erdut, Indjija, Stari Jankvci, Drenovci, Bac, Nijemci, Stara Pazova, Subotica) ont signé une Déclaration d'intention commune :

« Considérant la convergence de l'autonomie locale dans les zones frontalières de pays voisins comme un élément important du processus d'intégration européenne et des politiques de l'Union européenne, les représentants des villes et municipalités ayant participé au projet SNET.EU (Support for Networking and Twinning at European level – « Soutien à la création de réseaux et de jumelages au niveau européen ») dans le cadre du Programme de coopération transfrontalière Croatie-Serbie expriment leur intention de promouvoir de bonnes relations de voisinage et une citoyenneté européenne active, contribuant ainsi au développement des collectivités locales dans les zones frontalières de Croatie et de Serbie. »

La publication regroupant les contributions rédigées pendant les activités du projet est désormais disponible sur les sites internet de l'ALDA et des ADL [d'Osijek](#) et de [Subotica](#). Y seront prochainement publiées les fiches d'information sur les priorités de développement du nouveau réseau de municipalités transfrontalier.

Stanka Parac Damjanovic, Coordinatrice de programme régional à l'ALDA.